



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH
191, Avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N° Affaire : 24A0052

Objet de la consultation :

**ASSURANCES DE LA FLOTTE AUTOMOBILE ET AUTO-MISSION
POUR LES ETABLISSEMENTS MEMBRES DU GHT EHSA**

**Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et
du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande
publique**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2
à 5 du code de la commande publique.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	Objet et durée du marché public	4
1 - 1 -	Objet	4
1 - 2 -	Décomposition du marché public	5
1.2 - 1 -	Tranches	5
1.2 - 2 -	Lots	5
1.2 - 3 -	Phases	5
1 - 3 -	Forme et durée	5
1 - 4 -	Sous-traitance	5
1 - 5 -	Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)	5
1.5 - 1 -	Evolution technologique ou technique	5
1.5 - 2 -	Evolution réglementaire ou législative	6
ARTICLE 2 -	Le respect des principes de la republique (laicite et neutralite)	6
ARTICLE 3 -	Documents contractuels	6
ARTICLE 4 -	Modalités d'exécution	7
4 - 1 -	Marché ordinaire	7
4 - 2 -	Accord-cadre à bons de commande	7
4 - 3 -	Ordres de service	7
4 - 4 -	Exécution complémentaire (clause de réexamen)	7
4 - 5 -	Réexamen du marché public	7
4.5 - 1 -	Intégration de nouveaux membres GHT	7
4.5 - 2 -	Modification de références, du conditionnement, de consommables et produits objets du marché public	7
4.5 - 3 -	Evolutions du périmètre du marché public	7
4.5 - 4 -	Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)	8
4.5 - 5 -	Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen)	8
4.5 - 6 -	Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations	9
4.5 - 7 -	Réévaluation du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande	9
ARTICLE 5 -	Opérations de vérifications-décisions après vérifications	9
5 - 1 -	Vérifications simples	9
5 - 2 -	Vérifications approfondies	9
5 - 3 -	Décisions de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT	9
ARTICLE 6 -	Obligations en matière de développement durable	9
ARTICLE 7 -	Garantie	9
ARTICLE 8 -	Retenue de garantie	9
ARTICLE 9 -	Modalités de détermination des prix	10
9 - 1 -	Répartition des paiements	10
9 - 2 -	Contenu des prix	10
9 - 3 -	Prix de règlements	10
9.3 - 1 -	Evolution de l'indice SRA	11
9.3 - 2 -	Augmentation significative de la sinistralité d'un établissement	11
9.3 - 3 -	« Bonification de la prime »	12
9 - 4 -	Tranches optionnelles (clause de réexamen)	12
ARTICLE 10 -	Avance	12
ARTICLE 11 -	Acomptes et paiements partiels définitifs	12
ARTICLE 12 -	Paieement-établissement de la facture	12
12 - 1 -	Mode de règlement	12
12 - 2 -	Présentation des demandes de paiement	13
12 - 3 -	Intérêts moratoires	14
ARTICLE 13 -	clause de prix promotionnel (clause de réexamen)	14
ARTICLE 14 -	clause de ristourne - remise sur chiffre d'affaires (clause de réexamen)	14
ARTICLE 15 -	Clauses techniques	14
ARTICLE 16 -	Récupération des données	15
16 - 1 -	Suivi du marché au niveau du GHT	15
16 - 2 -	Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public	15
ARTICLE 17 -	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	15
ARTICLE 18 -	Pénalités	15

18 - 1 -	Pénalités d'indisponibilité	15
18 - 2 -	Pénalités pour autres litiges d'exécution	15
18 - 3 -	Pénalités de retard en dérogation à l'article 14.1 du CCAG	16
18 - 4 -	Pénalités relatives à la sous-traitance	17
18.4 - 1 -	Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant	17
18.4 - 2 -	Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance	17
18 - 5 -	Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers	17
18.5 - 1 -	Pénalités relatives la déclaration de détachement	17
18.5 - 2 -	Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers	17
18 - 6 -	Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail	17
18 - 7 -	Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données	18
18.7 - 1 -	Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données de suivi du marché au niveau du GHT18	
18.7 - 2 -	Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public	18
18 - 8 -	Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier	18
18 - 9 -	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable	18
ARTICLE 19 -	Informations techniques - Formation	18
ARTICLE 20 -	Litiges et différends	18
20 - 1 -	Différends	18
20 - 2 -	Attribution de compétence	18
ARTICLE 21 -	Résiliation et exécution par défaut	19
21 - 1 -	Résiliation	19
21 - 2 -	Clause de non résiliation	20
21 - 3 -	Exécution par défaut	20
ARTICLE 22 -	Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire	20
ARTICLE 23 -	Imprévision et circonstances imprévisibles	21
23 - 1 -	Obligation d'information	21
23 - 2 -	Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen)	21
23 - 3 -	La suspension du marché	21
23 - 4 -	Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché	22
23 - 5 -	Prolongation du marché	22
ARTICLE 24 -	Réglementation générale de protection des données (RGPD) (MARCHES INFORMATIQUES OU TOUT MARCHE TRAITANT / SUSCEPTIBLE DE TRAITER DES DONNEES PERSONNELLES)	22
ARTICLE 25 -	Obligations du titulaire	23
25 - 1 -	Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion	23
25 - 2 -	Modification des données administratives (clause de réexamen)	23
25 - 3 -	Discretion et confidentialité	23
25 - 4 -	Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier	24
ARTICLE 26 -	Dématérialisation de l'exécution des marchés	24
ARTICLE 27 -	Dérogations aux documents généraux	24

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE PUBLIC

1 - 1 - Objet

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un groupement Hospitalier de territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signé le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Montpellier comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Ce GHT est composé des 10 établissements suivants :

- | | |
|--|---|
| - CHU de Montpellier, | - CH de Lunel, |
| - Hôpitaux du bassin de Thau, | - CH de Millau, |
| - CH de Clermont l'Hérault, | - EHPAD les Terrasses des Causses de Millau |
| - CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-bains, | - CH Emile Borel de Saint Affrique, |
| - CH de Lodève, | - CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron. |

Ainsi, cette convention confie au CHU de Montpellier la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation). Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme CHU de Montpellier désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées : Service d'Assurances

Le marché porte sur les prestations de service des établissements suivants :

ETABLISSEMENTS	
- Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier	- Centre Hospitalier de Lunel
- Hôpitaux du Bassin de Thau	- Centre Hospitalier Emile Borel de St Affrique
- Centre Hospitalier de Clermont-l'Hérault	- Centre Hospitalier Paul Coste-Floret de Lamalou les Bains
- Hôpital Maurice Fenaille de Séverac D'Aveyron	- Centre Hospitalier de Millau
- Centre Hospitalier de Lodève	- EHPAD de Millau EHPAD LES TERRASSES DES CAUSSES

1 - 2 - Décomposition du marché public

1.2 - 1 - Tranches

Sans objet

1.2 - 2 - Lots

Le marché public est à lot unique :

- La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.
- La dévolution en lots séparés risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.2 - 3 - Phases

Sans objet

1 - 3 - Forme et durée

La consultation aboutira à un marché ordinaire.

Le marché débutera au 1er avril 2025 à 0h00 (ou à compter de sa date de notification, si elle est postérieure), et se terminera le 1 avril 2027 à 00h00 (période ferme).

Clause de réexamen :

Ensuite, le marché sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise). En cas de non reconduction, le titulaire du marché sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

Le marché prend fin pour tous les établissements membres du GHT le 1 avril 2029 à 00h00.

1 - 4 - Sous-traitance

Le titulaire d'un marché public de services est habilité à sous - traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur). Il renseignera notamment le cadre I relatif aux capacités du sous-traitant et joindra en annexe les capacités économiques et financières et/ou les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant.

En outre, le titulaire du marché doit transmettre les attestations qui justifient que le sous-traitant ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, l'acheteur notifiera l'acte spécial au seul titulaire du marché.

1 - 5 - Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)

1.5 - 1 - Evolution technologique ou technique

Sans objet

1.5 - 2 - Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier et/ou sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-1 1^{er} et R. 2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Ce changement fera l'objet de modifications de marchés publics.

ARTICLE 2 - LE RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE (LAICITE ET NEUTRALITE)

Sans objet

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS :

- L'acte d'engagement et ses annexes complétées :

- Annexe 1 - Bordereau de prix
- Annexe 2 - Cadre des réserves
- Annexe 3 - Liste des comptables assignataires
- « Décision du pouvoir adjudicateur »

- Le cahier des clauses administratives particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses annexes :

- Annexe 1 - Coordonnées GHT
- Annexe 2 - « Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers »
- Annexe 3 - Attestation sur l'honneur sanctions Russes
- Annexe 4 - Développement durable

- Le cahier des clauses techniques particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses annexes :

- Annexe 1 - La sinistralité du GHT -
- Annexe 2 - Parc automobile des établissements du GHT -
- Annexe 3 - Formules de garanties -
- Annexe 4 - Le cadre de réponse -

- L'offre technique du titulaire, dont :

- Le mémoire de gestion du candidat - Annexe 4 au CCTP « Cadre de réponses » dûment complété.
- Les conditions générales et/ou conventions spéciales éventuellement jointes.
 - o En cas de contradiction entre les pièces, la clause la plus favorable bénéficie à l'assuré.

- Le Code des assurances

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021)

-Le règlement intérieur du CHU de Montpellier (non joint mais consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>)

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public

- L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » complétée et signée

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION

4 - 1 - Marché ordinaire

Les délais d'exécution de l'ensemble des prestations sont indiqués au sein du Mémoire Technique, remis par le candidat et le Cahier des clauses techniques particulières.

4 - 2 - Accord-cadre à bons de commande

Sans objet.

4 - 3 - Ordres de service

Par dérogation à l'article 2 du CCAG FCS, les décisions relatives aux modalités d'exécution du marché public ne sont pas prises sous la forme d'ordre de service.

4 - 4 - Exécution complémentaire (clause de réexamen)

Sans objet.

4 - 5 - Réexamen du marché public

4.5 - 1 - Intégration de nouveaux membres GHT

En cours d'exécution, le nombre d'établissements prévus au marché peut évoluer, par voie de modification du marché public par l'adhésion d'établissements qui intégreront le GHT postérieurement à la notification du marché.

Leurs spécificités seront listées en annexe.

4.5 - 2 - Modification de références, du conditionnement, de consommables et produits objets du marché public

Sans objet

4.5 - 3 - Evolutions du périmètre du marché public

4.5.3 - 1 Evolution du parc d'équipements (Modification des dates d'entrée et de sortie de garantie /entrées et sorties de parcs)

Sans objet

4.5.3 -2 Modification du périmètre du marché

- Le périmètre fixé dans le CCTP est susceptible d'évoluer à la baisse ou à la hausse en cours de marché public.
Cette évolution fera l'objet d'une modification de marchés publics.
- Le périmètre du parc automobile (**24A0052 - Annexe 2 - CCTP - Parc des établissements**) est susceptible d'évoluer à la baisse ou à la hausse en cours de marché public.
Cette évolution fera l'objet d'une modification de marchés publics, si le parc augmente ou baisse de plus de 10%.
- Le périmètre des garanties souscrites par les établissements (**24A0052 - Annexe 1.1 à l'AE - BPU -**) est susceptible d'évoluer. Les établissements pourront demander de changer de formules de garantie (Au tiers, au tiers étendu, tous risques) pour une ou plusieurs catégories de véhicules, en cours de marché public.
Cette évolution fera l'objet d'une modification de marchés publics.

4.5 - 4 - Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)

Sans objet.

4.5 - 5 - Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen)

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée dans les cas suivants :

- Cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) d'un cotraitant,
- Cas de décès d'un cotraitant,
- Cas d'impossibilité pour un cotraitant d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait,
- Cas de départ d'un cotraitant suite à un empêchement personnel qui ne lui permet pas de continuer à exécuter le marché.

Le départ d'un des membres du groupement pourra être autorisé par l'Acheteur dans les conditions suivantes :

- Le cotraitant devra prévenir l'acheteur de sa volonté de quitter le groupement par lettre motivée avec accusé de réception ;
- L'ensemble des membres du groupement doit autoriser le départ par écrit
- Le mandataire du groupement doit être en capacité de se substituer à ce cotraitant, ou, en l'absence de cette capacité de sous-traiter la part du cotraitant à une entreprise disposant des mêmes capacités.

L'acheteur se prononce dans les 30 jours sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation. Le nouveau groupement doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

En cas de refus de la part de l'acheteur le marché sera résilié de plein droit sans indemnités.

4.5 - 6 - Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations

Sans objet

4.5 - 7 - Réévaluation du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Sans objet

ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS-DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G-FCS, l'acheteur n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'acheteur pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

5 - 1 - Vérifications simples

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la prestation dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG FCS.

Elles consistent à vérifier la qualité des prestations de services.

Elles consistent également à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché public et ainsi que celle effectivement effectués.

En cas de non-conformité, l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT notifie sa décision sur le champ : le titulaire doit effectuer la prestation de service jugée de mauvaise qualité.

5 - 2 - Vérifications approfondies

Ces opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la prestation dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité avec les spécifications du marché public.

Les vérifications prévues ci-dessus sont effectuées dans le délai maximum de :

Vérifications quantitatives: 15 jours

Vérifications qualitatives: 15 jours

5 - 3 - Décisions de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS par l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Se reporter à l'annexe développement durable.

ARTICLE 7 - GARANTIE

Sans objet

ARTICLE 8 - RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

9 - 1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au fournisseur et à ses cotraitants.

En cas de sous-traitance le montant des sommes à payer au sous-traitant est indiqué dans le formulaire de déclaration de sous-traitance.

9 - 2 - Contenu des prix

Les cotisations sont réputées comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais de gestion.

Les cotisations seront exprimées par établissement sous forme :

- De prix global (prix unitaires H.T par véhicule), pour les garanties suivantes :
 - Responsabilité civile - responsabilité civile en tant qu'outil - garantie défense et recours - dommages aux véhicules - individuelle accidents conducteur - pertes financières - LDD / LOA
 - Assistance

L'assiette de cotisation est le parc de véhicules

- De prix forfaitaire pour les garanties suivantes :
 - Garantie aménagements (structure), équipements spéciaux, matériels fixes et mobiles embarqués dans les véhicules, marchandises transportées
 - Garantie Auto-mission

Les prix sont indiqués hors taxes et toutes taxes, faisant apparaître le détail des modalités de calcul (assiette).

Le Titulaire adresse à l'établissement, au 1er trimestre d'exécution, une prime provisionnelle basée sur les prix indiqués au BPU. Les primes sont calculées sur une période de 12 mois, la date initiale (ou échéance annuelle) étant celle du début de commencement des prestations pour l'établissement.

La flotte auto :

Le parc automobile mis à jour, sera validé par les deux parties au plus tard à l'échéance annuelle du contrat.

En cas de modification ou de faible omission de moins de 5% du nombre de véhicules, la prime reste identique.

En cas de modifications du parc de véhicule assuré supérieure à 5 % (entrée et/ou sortie), la régularisation de la prime sera calculée au prorata temporis en fin de période.

Le Titulaire adresse ensuite à l'établissement, si cela s'avère nécessaire, la prime de régularisation.

9 - 3 - Prix de règlements

Les prix des cotisations sont révisables, **uniquement** dans les trois cas ci-dessous :

- Evolution de l'indice SRA (Système de Réparation Automobile),
- Augmentation significative de la sinistralité des établissements du GHT.
- « Bonification de la prime »

9.3 - 1 - Evolution de l'indice SRA

Les prix unitaires des garanties suivantes :

- Responsabilité civile - responsabilité civile en tant qu'outil - garantie défense et recours - dommages aux véhicules - individuelle accidents conducteur - pertes financières - LDD / LOA

Sont révisable à chaque date anniversaire de la notification du marché public, au nouvel indice selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (SRA\ m / SRA\ m_o)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé et P_o = prix initial

SRA m = Valeur finale de l'indice de référence SRA à la date de la demande de révision

SRA m_o = Valeur de l'indice de référence SRA au mois de la date limite de remise des offres

L'indice de référence utilisé est l'indice SRA (Système de Réparation Automobile), publié par le Comité des Constructeurs Français d'Automobiles (CCFA). [SRA News | SRA](#)

Cet indice est obtenu en faisant la moyenne des trois indices suivants :

- Taux horaire de la main d'œuvre,
- Prix de vente des ingrédients de la peinture,
- Prix des pièces de rechange.

Le calcul du coefficient de révision de prix est effectué avec trois décimales arrondies au millième supérieur

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

Clause de préavis

Le titulaire du marché public s'engage à notifier à l'administration contractante, par tous moyens permettant de déterminer la date avec précision (accusé de réception postal ou électronique), ses nouveaux prix, révisés comme indiqué ci-dessus (calcul du coefficient de révision et, le cas échéant, bordereaux de prix révisés en format Excel), avec un préavis de 2 mois minimum avant la date prévue pour la révision. L'acheteur accepte cette révision par une lettre d'acceptation.

A défaut de transmission, le marché public s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le fournisseur ne puisse formuler aucune réclamation.

Clause de sauvegarde

La collectivité se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché public à la date du changement de prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 10 % l'an.

9.3 - 2 - Augmentation significative de la sinistralité d'un établissement

Les cotisations sont révisables, à compter de la 2ème date anniversaire de la notification du marché public, en fonction de la sinistralité, et uniquement sur l'établissement concerné, lissée sur les 18 mois précédents.

Il ne saurait y avoir une révision des cotisations à la hausse si le rapport sinistre sur prime globale de l'ensemble des établissements du GHT est inférieur ou égal à 80% :

- Le montant des sinistres pris en compte est le montant total des sinistres payés et provisionnés de l'ensemble des établissements du GHT de l'exercice des 18 mois précédents nets de franchise, net de recours encaissés ou possibles, hors catastrophes naturelles.
- Le montant des primes est le montant total des primes régularisées de l'exercice des 18 derniers mois payé de l'ensemble des établissements du GHT adhérent hors taxes et hors catastrophes naturelles.

En cas, d'un rapport sinistre/prime global supérieur à 80 %, seuls les établissements impactant la sinistralité (S/P supérieur 80 %), verront leur prime augmenter.

9.3 - 3 - « Bonification de la prime »

Dans le cadre de mesures incitatives pour la diminution de la sinistralité dans les établissements du GHT, le candidat pourra écrire dans le cadre de réponse « 24A0052 - Annexe 4 - CCTP - Cadre de réponses », s'il souhaite proposer une bonification sur la prime.

Si le candidat souhaite proposer une bonification de la prime, il indiquera dans l'annexe à l'acte d'engagement « 24A0052 - Annexe 1 à l'AE – BPU - » :

- Le pourcentage rapport sinistre/prime maximum afin de bénéficier du % de bonification
- Le pourcentage de « bonification ». Ce taux viendra impacter la prime provisionnelle HT de l'année N+1 (de la statistique prise en compte) et donc viendra en déduction de la nouvelle prime annuelle de l'année N+1 (voir annexe 1 à l'A.E)

9 - 4 - Tranches optionnelles (clause de réexamen)

Sans objet

ARTICLE 10 - AVANCE

Le titulaire et son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %

Les modalités de versement de l'avance sont les suivantes :

- Pour les marchés ordinaires/à prix global et forfaitaire, le montant de l'avance sera réglé en totalité dans un délai de 50 jours maximum à compter de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage, et au plus tard, avant le paiement du premier acompte.

ARTICLE 11 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 - PAIEMENT-ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

12 - 1 - Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique

12 - 2 - Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS et selon les modalités définies ci-dessous.

1/ Facture électronique



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

2/ Dépôt de la facture électronique :



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU.

Les factures électroniques devront être accompagnées de la pièce suivante nécessaire à la justification du paiement :

- Le parc automobile assuré au moment de la facturation.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et

l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail, en application de l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique.

Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Clause de réexamen

Il est précisé que les présentations des demandes de paiement peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne :

- L'adresse de réception
- Le nombre d'exemplaire
- Les mentions obligatoires

Le titulaire sera informé de ces modifications par l'acheteur par courrier.

12 - 3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique :

- des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai
- Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique :

le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 13 - CLAUSE DE PRIX PROMOTIONNEL (CLAUSE DE REEXAMEN)

Sans objet.

ARTICLE 14 - CLAUSE DE RISTOURNE - REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES (CLAUSE DE REEXAMEN)

Sans objet

ARTICLE 15 - CLAUSES TECHNIQUES

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

ARTICLE 16 - RECUPERATION DES DONNEES

16 - 1 - Suivi du marché au niveau du GHT

Le titulaire s'engage à mettre en place un suivi du marché au niveau du GHT et à le transmettre au CHU de Montpellier Etablissement Support du GHT de L'EST Hérault et du Sud Aveyron. Cet état de reporting est à fournir chaque année, dans un délai de 1 mois après la date anniversaire du marché.

Il est à fournir à : Vincent CLAIR : vincent.clair@chu-montpellier.fr

Il indiquera conformément au format ci-dessous :

- Numéro de marché
- le nom de l'établissement bénéficiaire du marché,
- leur valorisation (Montant facturé en euros HT et TTC par établissements)
- La sinistralité
- Date de début et date de fin de période de reporting pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.

Cet état devra également être produit par le titulaire à la demande du CHU de Montpellier sous un délai de 15 jours à partir de la demande formulée par mail.

16 - 2 - Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public

Sans objet

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché public est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 18 - PENALITES

18 - 1 - Pénalités d'indisponibilité

Il n'est pas prévu de pénalités d'indisponibilité.

18 - 2 - Pénalités pour autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisées) ou des bons de livraison, sans accord préalable du CHU..., une pénalité forfaitaire de 20 euros par document non conforme pourra être appliquée.

18 - 3 - Pénalités de retard en dérogation à l'article 14.1 du CCAG

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, l'acheteur informe le titulaire du montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, du ou des retards concernés et invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités pour retard s'appliquent.

Eléments	Point de départ du délai	Délai	Pénalités	Mise en œuvre de la pénalité
Délai de transmission du contrat	à compter de la notification	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai de transmission de la sinistralité	à compter de la demande de l'assuré	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai de transmission d'Attestation d'assurance	à compter de la demande faite par l'assuré.	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai de nomination d'un expert	à compter de la déclaration du sinistre	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai maximum de déplacement de l'expert sur site	à compter de la nomination de l'expert	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai d'envoi du rapport d'expertise	à compter du jour de l'expertise	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai de traitement des demandes de l'assuré - Par courrier - Par mail - Par téléphone	à compter de la demande :	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai de formulation d'une offre d'indemnisation	à compter de la réception du dossier complet et du rapport d'expertise	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai de paiement d'indemnisation des sinistres	compter de la réception de l'offre de l'indemnisation	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré

Pour les délais notifiés en heure dans le cadre de réponse du candidat, il est considéré qu'un jour ouvré comprend 7 heures.

En application des dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

18 - 4 - Pénalités relatives à la sous-traitance

18.4 - 1 - Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1500 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

L'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par l'acheteur.

18.4 - 2 - Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles à l'acheteur, expose l'entrepreneur, par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG FCS, à une pénalité journalière de 1500 euros. Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du CCAG FCS.

18 - 5 - Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

18.5 - 1 - Pénalités relatives la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de l'accusé de réception de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1 500 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du CCAG FCS.

18.5 - 2 - Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

18 - 6 - Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de la liste

nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée au présent CCAP expose le titulaire à une pénalité journalière de 1 500 euros.

18 - 7 - Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données

18.7 - 1 - Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données de suivi du marché au niveau du GHT

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les dates de reporting prévues à l'article 17 du CCAP, une pénalité de retard de 300 euros sera appliquée par semaine de retard après mise en demeure préalable. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

18.7 - 2 - Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public

Sans objet

18 - 8 - Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

En cas de violation du règlement intérieur du CHUM, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 150 euros par manquements constatés.

18 - 9 - Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable

Se reporter à l'annexe « Développement durable »

ARTICLE 19 - INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION

Sans objet.

ARTICLE 20 - LITIGES ET DIFFERENDS

20 - 1 - Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 46 du CCAG FCS.

20 - 2 - Attribution de compétence

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

21 - 1 - Résiliation

Le contrat est résiliable annuellement moyennant le respect d'un préavis de six mois pour l'assureur (soit le dernier jour du mois concerné) et de quatre mois (soit le dernier jour du mois concerné) pour l'assuré, à compter de la date d'échéance.

Le contrat peut être résilié :

- **Par l'Assuré :**

- En cas de disparition de circonstances aggravantes mentionnées dans le contrat et si l'Assureur refuse de réduire la cotisation en conséquence dans un délai de 10 jours à compter de la réclamation faite par l'Assuré, par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant sa notification à l'Assureur.
- En cas **d'augmentation de la prime** (envoyée à l'Assuré, par lettre recommandée au moins 6 mois avant la date d'échéance), intervenant en dehors de toute modification des risques assurés, l'Assuré dispose de la faculté de résilier le contrat, par lettre recommandée adressée dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis d'échéance l'informant de la nouvelle tarification. La résiliation prendra effet à l'issue d'un délai minimum de QUATRE MOIS à compter de l'envoi de cette notification à l'Assureur. L'Assuré sera redevable d'une portion de cotisation calculée au prorata pour la période comprise entre la date d'échéance et la date de prise d'effet de la résiliation, sur la base du tarif précédemment en vigueur.

- **Par l'Assureur :**

- En cas de non-paiement des cotisations (article L. 113-3 du Code des assurances).
- En cas d'aggravation du risque si le Souscripteur n'accepte pas la nouvelle cotisation proposée par l'Assureur. La garantie prendra fin dans le respect des conditions de résiliation indiquées au présent contrat (cf. Article 2.6 du CCTP).
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque, la résiliation étant acquise à l'expiration d'un délai de 10 jours suivant sa notification par l'Assureur au Souscripteur, par lettre recommandée avec accusé de réception.

- **De plein droit :**

- En cas de retrait total de l'Agrément de l'Assureur

Dans le cas d'une résiliation au cours d'une période d'assurance la portion de cotisation pour la période restante est remboursée au Souscripteur si elle a été payée d'avance. Toutefois, cette portion de cotisation est conservée par l'Assureur si le contrat a été résilié pour non-paiement de cotisation.

La résiliation est sans effet sur le versement des prestations immédiates ou différées, acquises ou nées durant son exécution.

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 38 à 43 du CCAG-FCS.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents du CHU sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ainsi qu'en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes...).

Si, lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire est dans l'impossibilité totale d'exécuter le contrat, l'acheteur pourra prendre une décision de résiliation en vertu de l'article L.2195-2 du Code de la commande publique. Dans ce cadre, le titulaire sera indemnisé sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner.

Conformément aux dispositions de l'article 43.5 du CCAG FCS, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS, le décompte de résiliation ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations objet du présent marché. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 46.1 du CCAG FCS.

21 - 2 - Clause de non résiliation

« Clause de non résiliation après une succession de sinistres en cours d'année »

L'Assureur renonce à sa faculté de résiliation après sinistre autorisée au sein du Code des Assurances (article R 113.10).

Ladite clause de non résiliation après sinistre n'exclut pas une résiliation annuelle du contrat du fait de l'Assureur ou de l'assuré à compter de l'échéance du contrat.

Clause de non résiliation pour retard de paiement

Les assureurs renoncent à suspendre ou résilier les garanties si le retard de paiement est imputable à l'exécution des procédures et formalités administratives.

21 - 3 - Exécution par défaut

Sans objet.

ARTICLE 22 - SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 23 - IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Incidence d'une circonstance imprévisible et extérieure aux parties sur la poursuite du contrat

23 - 1 - Obligation d'information

En cas de circonstances imprévisibles telles que mentionnées à l'article 24 du CCAG FCS rencontrées en cours d'exécution du marché, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à ces circonstances

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact des circonstances sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à ces circonstances.

23 - 2 - Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen)

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification de marchés des modalités d'adaptation d'exécution du marché aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, sur la substitution de matériaux, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale du marché

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du marché, le titulaire devra, dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'événement, transmettre un mémoire à l'acheteur justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen du marché est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'événement entraînent une hausse conséquence.

23 - 3 - La suspension du marché

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la commande publique, et en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de ces circonstances imprévisibles, l'acheteur peut décider de suspendre son exécution.

En application de l'article 24 du CCAG FCS, lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de cet événement. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire. Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

23 - 4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché

En cas de poursuite d'exécution du marché, le titulaire du marché pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'événement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du marché.

Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le cocontractant de l'administration. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au titulaire d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'événement imprévisible., et notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

23 - 5 - Prolongation du marché

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'événement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables. Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article [L. 2125-1](#) du code de la commande publique, dans un délai raisonnable.

ARTICLE 24 - REGLEMENTATION GENERALE DE PROTECTION DES DONNEES (RGPD) (MARCHES INFORMATIQUES OU TOUT MARCHÉ TRAITANT / SUSCEPTIBLE DE TRAITER DES DONNEES PERSONNELLES)

Sans objet

25 - 1 - Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion

Conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire devra fournir au CHU, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5.

Le titulaire devra également fournir au CHU ces pièces pour son ou ses sous-traitants.

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

25 - 2 - Modification des données administratives (clause de réexamen)

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur achats généraux
1 Place Jean Baumel
Centre Bellevue
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

Et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- À son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- De façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si l'acheteur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

25 - 3 - Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

25 - 4 - Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité.

Ce dernier est consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>

ARTICLE 26 - DEMATERIALISATION DE L'EXECUTION DES MARCHES

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 27 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 2 du CCAG FCS par l'article 4-3 du CCAP.

Dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG FCS par l'article 1.4 du CCAP.

Dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG FCS par l'article 18.4.2 du CCAP.

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article 3 du CCAP.

Dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS par l'article 3 du CCAP.

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 18.3 du CCAP.

Dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG FCS par l'annexe développement durable.

Dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS par l'article 5 du CCAP.

Dérogation à l'article 42 du CCAG FCS par l'article 21-1 du CCAP.

Dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS par l'article 21-1 du CCAP.